

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse et Ministère l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Madame la Rectrice de région académique de Guadeloupe

Objet de la consultation

Travaux de réfection de la couverture bac acier du bâtiment extension du CROUS dans le cadre de l'opération de production d'eau chaude solaire dans les chambres étudiantes sur le site de Fouillole à Pointe à Pitre

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 15 janvier 2021 à 12h00 (heure locale)

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2-1. Définition de la procédure	3
2-2. Décomposition en tranches et en lots	3
2-3. Nature de l'attributaire	4
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières	4
2-5. Variantes & Options	4
2-6. Prestations complémentaires ou alternatives	4
2-7. Délai d'exécution des travaux	4
2-8. Modifications de détail au dossier de consultation	4
2-9. Délai de validité des offres	4
2-10. Propriété intellectuelle	4
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense	4
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau	4
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)	4
2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain	5
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes	5
2-16. Clauses environnementales	5
ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION	5
3-1. Solution de base	6
3-2. Variantes et options	7
ARTICLE 4. EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION.....	7
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	8
ARTICLE 7.	8

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître de l'ouvrage".

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation concerne : les travaux de réfection de la couverture bac acier du bâtiment extension dans le cadre de la production d'eau chaude sanitaire et d'électricité d'origine photovoltaïque dans les chambres étudiantes du CROUS sur le site de Fouillole à Pointe à Pitre.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux porte sur un lot unique

2-3. Nature de l'attributaire

Chaque marché passé par lots séparés sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées solidaires.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5. Variantes & Options

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

2-6. Prestations complémentaires ou alternatives

Sans objet.

2-7. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est à compléter par le soumissionnaire dans l'acte d'engagement.

2-8. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-10. Propriété intellectuelle

Sans objet.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'entreprise retenue et ses sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

Sans objet.

2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Aucune stipulation particulière.

2-15. Appréciation des équivalences dans les normes

Sans objet.

2-16. Clauses environnementales

Les pièces particulières du marché, notamment le CCTP fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le dossier de consultation est téléchargeable à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

Le mode de retrait du dossier de consultation ne conditionne pas le choix du mode de transmission de l'offre.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître de l'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

L'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s).

3-1. Solution de base

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement ;
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les plans
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire

3-1.2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par chaque candidat concernant le lot pour lequel il remet une offre comprendra les pièces suivantes :

1°) Candidature :

- La lettre de candidature suivant le formulaire DC1 disponible à l'adresse <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- Déclaration du candidat aux marchés de l'Etat dûment complétée et signée, imprimé DC2 à l'adresse <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- Une attestation sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation pour travail illégal inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L125.3 du Code du Travail.
- La déclaration que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- Le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires dans le domaine des prestations auxquelles se réfère le marché sur les trois derniers exercices ;
- La liste des références, chiffrées et datées, de moins de trois ans, pour des prestations similaires ;
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à l'engager
- Extrait de Kbis ;
- Une attestation d'assurance en responsabilité civile et professionnelle en cours de validité

2-) Un dossier technique comprenant :

- L'acte d'engagement, entièrement complété par le représentant habilité de l'entreprise
- Le Cadre de DPGF à compléter ;
- Un mémoire Technique décrivant les moyens techniques, matériels et humains affectés aux travaux. L'entreprise devra indiquer :
 - o Les moyens humains qui seront affectés au chantier ;
 - o Les moyens techniques qui seront affectés au chantier ;
 - o Note méthodologique à la réalisation des travaux ;

- o Organisation de chantier (plan d'installation de chantier, sécurité, traitement des déchets) ;
- Mesures permettant de respecter la qualité et les délais du planning. Le candidat devra remettre une notice retraçant le Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de Chantier ;

ARTICLE 4. EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Les offres de chaque candidat sélectionné seront analysées, les offres inappropriées au sens de l'article L.2152-4 du Code de la commande publique seront éliminées.

À la suite de cet examen le RPA pourra engager les négociations.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Les critères d'attribution des marchés seront pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Pondération
Prix	50 %
Valeur technique	40 %
Délais	10 %

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

NB : La comparaison des offres s'opérera dans un premier temps, entre les offres conformes de la solution de base et dans un deuxième temps entre les options et variantes.

ARTICLE 5. CONDITIONS DE REMISE DE L'OFFRE

En application des articles L.2132-2 et R.2132-3 du code de la commande publique, les candidats remettront obligatoirement leur candidature et offre par voie électronique sur la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

- *Ordre administratif*

Rectorat de région académique de Guadeloupe
Corinne POMMIER
TEL : 0690 30 03 40
Mail : corinne.pommier@ac-guadeloupe.fr

- *Ordre technique*

TECSOL Antilles
Tel: 0690 507693/0590 32 52 00/ Fax 0590 32 52 50
Mail : contact@tecsol-antilles-guyane.fr

Les candidats pourront également utiliser les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plate-forme.

A ARTICLE 7. VISITE DE SITE

La visite du site est obligatoire

Les candidats devront se rendre sur site pour apprécier l'environnement existant. Ils devront contacter TECSOL Antilles (voir coordonnées ci-dessus) pour prendre rendez-vous.